

Rudy Demotte, ministre-président FWB

«Le budget de la culture sera gelé»

EXPRESS

«On ne peut pas nier que la situation économique et budgétaire est mauvaise. Les indicateurs sont mauvais. Mais l'enseignement reste une priorité.»

«Si on avait été autour de la table, il n'y aurait pas de saut d'index, je vous le garantis. Et je ne vais pas faire des spéculations dans mon budget sur quelque chose qui n'est qu'un brûlot lancé par une coalition de droite, nationaliste, flamande.»

«Le MR, en ne pesant que 20 députés, peut mettre en péril l'équilibre de son propre Premier ministre. Si un politologue vous avait raconté cela il y a un an, vous lui auriez ri au nez...»

INTERVIEW

NATHALIE BAMPES

A l'occasion de la fête de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB), Rudy Demotte, son ministre-président, nous explique les efforts budgétaires qui seront demandés aux francophones. Et dénonce la future coalition fédérale qu'il juge toujours autant «kamikaze».

Samedi, c'est la fête de la Fédération Wallonie Bruxelles, ex-communauté Française. Finalement, ce changement de nom, qu'est ce que cela a apporté ?

Lorsqu'on a lancé le principe d'une Fédération Wallonie-Bruxelles dans une approche birégionale, Bruxelles n'apparaissait pas dans la géopolitique flamande en tant que région. Souvenez-vous du mépris de la NVA vis-à-vis de Bruxelles... Cette nouvelle appellation a révolutionné la vision qu'on avait de Bruxelles. Je pense d'ailleurs qu'on n'aurait pas obtenu son refinancement si on n'avait pas lancé des débats autour de cette thématique.

Il y a eu une inflation de portefeuilles, liée au transfert de compétences. Et vous n'avez pas de compétence propre. Est-ce bien justifié en temps de crise ?

On a diminué de 1 million les frais des cabinets. On a resserré les équipes.

Deuxièmement, qu'avais-je de plus avant, sous la législature précédente? L'avantage de la situation actuelle est clair. L'avantage aujourd'hui d'être sur le pont, ce qui est le cas du ministre-président, c'est d'être celui qui garde le cap. Quand on est dans la salle des machines, avec un portefeuille ministériel, on ne voit plus la trajectoire du bateau. De plus, avec la double casquette, on ne parlait quasiment pas de la FWB, on ne parlait que de la Wallonie. Aujourd'hui on en reparle. La preuve. Vous m'interviewez...

Rudi Vervoort (PS), qui préside la Région bruxelloise, plaide parfois pour une régionalisation de l'enseignement. Comment le vivez-vous ?

Ce n'est pas vraiment étrange... Mais comment faire en sorte que l'enseignement réponde aux besoins des territoires? Soit on cède la compétence à d'autres niveaux de pouvoir. Soit, et c'est la voie que l'on a choisi, on répond aux exigences territoriales par l'organisation, ce qu'on a fait avec les bassins de vie, qui rapprochent l'enseignement du terrain.

Une Bruxelloise à la tête de l'enseignement, c'est un «cadeau» aux Bruxellois ?

Ils ont en tout cas la démonstration de l'intérêt que portent les institutions à leur région. Mais remarquez que l'on a accordé cette compétence à quelqu'un qui à la fois connaît bien la Wallonie, et qui vit aujourd'hui dans la capitale. Joëlle Milquet, c'est le trait d'union démonstratif de cette volonté de reconnaissance bruxelloise.

Les travaux budgétaires ont démarré. L'école ne sera plus épargnée par les efforts, alors que c'était la grande priorité de la législature. Cela commence mal, non ?

On ne peut pas nier que la situation économique et budgétaire est mauvaise. Les indicateurs sont mauvais. Mais l'enseignement reste une priorité, son utilité est fondamentale. Si nos mesures d'économies étaient prises sous le prisme de l'austérité, on serait convaincus que moins d'Etat serait mieux d'Etat. Mais cette idéologie du dégraissage appartient à la N-VA, et à ses alliés de droite. Nous on ne le fait pas.

Où va-t-on chercher les économies ?

Le conclave n'est pas encore abouti. La cuvette d'Etat n'a pas encore lâché les chiffres définitifs des montants à économiser. Sera-ce 140 millions, 135 millions, 160 millions? On verra, sur base de nos projections, ce qui correspond à la réalité. La prochaine fois que les ministres vont se rencontrer, ce sera pour discuter de cela.

On a entendu un chiffre de 90 millions d'économies supplémentaires, soit un total de 230 millions pour 2015. Vous ne confirmez pas ?

Ceux qui disent cela font de la spéculation pure.

Joëlle Milquet a déjà promis qu'on ne toucherait pas à l'emploi ou au salaire des enseignants? Est-ce possible ?

Le salaire des profs représente 55% du budget global de la FWB. En ce qui concerne la

Fédération, on va déjà réduire la voilure en imposant le non-remplacement de 4 personnes sur 5 dans l'administration. Sur 2015 à 2019, cela représente plusieurs millions d'euros, un impact non négligeable. Dans les trois dernières années, on adoucira l'effort, avec le non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois.

Vous ne parlez pas des enseignants ?

Non.

Quelles autres économies prévoyez vous ?

On va imposer 15 millions d'euros d'économie dans les dépenses non-obligatoires. On va travailler aussi à la gestion de la dette, en profitant des taux d'intérêts bas. En reconvertissant nos emprunts dans des emprunts à taux préférentiels, cela représente aussi un bon 12 millions d'euros. Mais dans nos cartons, nous avons aussi les mécanismes structurels: la lutte contre le redoublement. On ne va pas l'abolir. Mais si on y travaille, on pourra réinvestir les économies dans l'enseignement. C'est pour cela qu'on a décidé d'investir dans une nouvelle cohorte d'enseignants destinés à la remédiation à partir de 2016. Mais pour les engager, il faut dégager des moyens. Raison pour laquelle il faut de la rigueur (pas de l'austérité).

Va-t-on toucher aux promesses de création de places dans les écoles ?

Non, on veut que la programmation continue à se faire, on ne va pas commencer à saiper dans cela.

La culture va-t-elle subir une cure d'austérité comme en Flandre ?

A ce stade, il n'y pas d'autre décision qu'un moratoire. Dans certains domaines, les coûts peuvent être contenus. On préfère éviter l'inflation, plutôt que de faire des réductions. Maintenant, les arbitrages financiers ne sont pas terminés...

Et le saut d'index dont parle la future coalition suédoise, il permettrait d'économiser au moins 90 millions...

En tant que socialiste, je ne m'en réjouis pas du tout. Si on avait été autour de la table, il n'y aurait pas de saut d'index, je vous le garantis. Et je ne vais pas faire des spéculations dans mon budget sur quelque chose qui n'est qu'un brûlot lancé par une coalition de droite, nationaliste, flamande. Je reste convaincu que l'indexation est un mécanisme bon pour le pays. Briser la paix sociale ne rapportera à personne.

Mais honnêtement, cela arrangerait vos bidons budgétaires...

L'inflation qui est en baisse détermine aussi nos moyens financiers. Nos recettes aussi sont indexées... Or si on vient à gommer ce mécanisme, on pourrait s'apercevoir que le gain final n'est pas celui qu'on escomptait. Une inflation basse, dans une institution qui n'est financée que par des indices, a un coût. Nos recettes n'augmentent pas. Mais nous n'appelons pas à l'inflation haute...

Le MR a déjà averti les régions: «pas de**festin gratuit pour elles...»**

Ce jeu fédéral ne me convient pas. Moi, je

pense en termes de loyauté: comment les niveaux de pouvoir peuvent-ils se rendre service ? Or, dans ce que dit le MR, il y a déjà un piège. On fait quelque chose, mais on ne veut pas que cela profite aux autres.

Ils veulent faire une réforme fiscale. Un commentaire?

Ce qui m'inquiète, ce sont les tensions sociales qui pourraient en naître. La cible de la droite, c'est le mécanisme redistributif de l'impôt. On voudrait des taux égaux pour tous les revenus, que la progressivité soit rabotée. Mais si on demande moins aux plus fortunés, il pourrait aussi y avoir des effets communautaires... Il n'est pas impossible que dans des régions où le revenu par habitant est déjà plus faible, on voit apparaître

un phénomène de redistribution inversé. Puisque les riches payent moins, et que l'on doit garder des montants permettant à l'Etat de fonctionner, on va aller le rechercher chez ceux qui ont moins de revenus

Cette législature, elle s'annonce comme un bras de fer perpétuel entre fédéral et régions ?

Bien sûr, ne nous le cachons pas... Ce qui sera le plus compliqué dans cette relation, c'est si on a l'impression que le fédéral tire la couverture à lui au détriment des entités fédérées, et plus spécifiquement des entités fédérées francophones. Allons-nous vivre cela? Je souhaite ardemment que non. Peut-on exclure ce type de scénario ? On est dans l'ordre du possible, voire du probable...

C'est pour cela que nous sommes des vigies, perchées sur le mât belge, pour regarder si nos intérêts sont défendus ou pas.

Le MR doit-il prendre les rênes de la «suédoise»?

S'il le fait, il est piégé. On aura un Premier ministre dont la formation politique est ultra minoritaire au sein du parlement, face à un ogre majoritaire néerlandophone, dont la formation qui tire les marrons du feu est celle là même qui souhaite le délitement de l'Etat. Rappelez vous les théories de Bart Maddens sur l'assèchement des finances de l'Etat, et la stratégie de la N-VA. Si elle veut aller au fédéral, c'est pour conduire les francophones à demander davantage d'autonomie. Et c'est l'entonnoir dans lequel le MR est en train d'entrer. Le MR, en ne pesant que 20 députés, peut mettre en péril l'équilibre de son propre Premier ministre. Si un politologue vous avait raconté cela il y a un an, vous lui auriez ri au nez...

Donc vous recommandez à Charles Michel de ne pas prendre cette casquette ?

Je n'ai pas de conseil à donner à Charles Michel. Mais il est en train d'ouvrir une boîte de pandore. Il y a là un péril dont il est certainement conscient mais, dans ce jeu de poker, il peut bluffer tant qu'il veut, il n'a pas autant de cartes que les autres. Ni les atouts, ni le nombre de cartes...

Au PS, vous allez avoir en 2015 une nouvelle élection pour la présidence. Elio Di Rupo remplira-t-il ?

Je pense que s'il n'est plus Premier ministre, il se représentera. Et avec de grosses chances de succès. Je crois qu'il a aujourd'hui la même force fédérative et la même énergie à mettre au service du parti.

Il ne faudrait pas un renouveau? Quelqu'un de plus jeune ?

Emile Vandervelde a tenu bien au-delà des 80 ans. On a du temps devant nous...